

# Face à l'Empire

## Partage international n° 209 - Février 2006

Interview de Phyllis Bennis par Cher Gilmore

*Phyllis Bennis est membre du Institute for Policy Studies de Washington et du Transnational Institute d'Amsterdam. Spécialiste et militante de longue date sur les questions du Moyen-Orient et des Nations unies, elle a écrit et publié de nombreux ouvrages sur la Palestine, l'Irak, l'Onu et le Nouvel ordre mondial - dont le dernier s'intitule Challenging the Empire : People, Governments and the UN Defy US Power (Face à l'Empire : peuples, gouvernements et Nations unies face à la puissance américaine). Elle copréside la « Campagne américaine contre l'occupation israélienne », qu'elle a contribué à lancer en 2001, et coopère étroitement avec la campagne anti-guerre United for Peace and Justice.*

**Partage international :** *Qu'y a-t-il, selon vous, sous la décision de Ariel Sharon de se retirer de la Bande de Gaza ?*

**Phyllis Bennis :** Cette décision s'inscrit tout à fait dans la politique à long terme de Sharon - une politique qui est, en fait, celle de la droite la plus dure d'Israël, qui n'a jamais accordé une grande importance à la Bande de Gaza, que ce soit d'un point de vue économique ou idéologique. Ce retrait, qui n'a par conséquent rien d'un sacrifice coûteux, visait en partie à répondre à la réaction de plus en plus vive de l'opinion publique face à l'augmentation des pertes dans les rangs de l'armée israélienne. Ce fut donc, en réalité, une décision éminemment pragmatique, qui lui a valu en retour une compensation extraordinaire.

Les lettres qu'en avril 2004 se sont échangées A. Sharon et G. Bush garantissent que l'Administration américaine, en échange de ce retrait des troupes et des colons, accepterait les projets israéliens d'annexion de larges zones de la Transjordanie, en particulier des trois principales colonies. A. Sharon a obtenu également pour la première fois le rejet explicite du droit au retour pour les Palestiniens sur leurs anciennes terres sauf, éventuellement, dans un État palestinien situé dans un avenir plus que brumeux. A. Sharon a donc retiré un énorme bonus de sa décision - tout en conservant un avantage crucial : le contrôle total de la Bande de Gaza, et

notamment de la circulation transfrontalière, de l'espace aérien et de l'accès à la mer. Tout cela, en fait, n'est rien d'autre que de la fumée, un miroir aux alouettes. Israël garde le contrôle de ce territoire sans les coûts directs imposés par son occupation, avec en prime un cadeau sans commune mesure avec son « sacrifice » de la part des États-Unis. De son point de vue, pour ainsi dire, c'est tout bénéfique.

**PI.** *Quelle politique aurait-elle une chance d'établir la paix entre Israël et la Palestine ?*

**PB.** C'est une question difficile. Remarquons d'abord que, sur le terrain, Israël a jusque-là bougé ses pions de façon à rendre toute solution - à savoir la coexistence de deux États - presque impossible. Déjà, sourdement, la lutte pour les droits des Palestiniens tend de plus en plus à se transformer en une lutte anti-apartheid ou pour les droits civils. Au train où vont les choses et si rien n'est fait, la question de l'existence d'un État palestinien indépendant s'estompera peu à peu. On finira par ne plus parler que d'un territoire unique, où les seuls combats menés le seront pour l'égalité des citoyens, et non plus contre un État « théocratique », symbole du triomphe d'un groupe sur un autre. Je ne sais pas si nous en sommes déjà là. Il existe encore une possibilité, fragile, pour une solution à deux États, « binationale ». Mais il va falloir accentuer et affiner la pression sur les États-Unis et sur Israël - comme, par exemple, ce qui est entrain de se passer avec la « Campagne contre l'occupation israélienne », qui prend pour cible tout ce qui, dans la politique américaine, favorise cette occupation. Sur le front israélien, les campagnes de ce genre qui sont menées un peu partout dans le monde sous le nom de BDS - Boycotts, divestment and sanctions (Boycotts, désinvestissements et sanctions), en fait tout un éventail de pressions économiques sur Israël - commencent à produire leurs premiers effets. En particulier sur les campus où le mouvement, suivant en cela les églises chrétiennes (*PI, septembre 2005, Un investissement éthique*), gagne en puissance, au point d'inquiéter fortement les élites israéliennes.

**PI.** *Les Palestiniens pourraient-ils accepter une solution qui ne reconnaîtrait pas l'existence de deux États ?*

**PB.** De nombreux Palestiniens croient, en fait, comme moi, que cette reconnaissance de deux États ne suffit pas. C'est une solution dont on parlait beaucoup dans les années 80, où l'on attribuait aux Palestiniens la totalité de la Cisjordanie, de la Bande

de Gaza et de Jérusalem Est. Personnellement, je ne la trouvais pas viable. Aujourd'hui, le territoire « légitime » des Palestiniens ne constitue plus, en fait, qu'environ 40 % des 22 % de la Palestine historique - 22 % de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem Est. Moins d'un quart !... Parler d'une solution binationale sur cette base constitue donc déjà une énorme concession. La simple idée de demander aux Palestiniens d'abandonner 60 % de ces 22 % est tout simplement choquante. Il faut qu'une chose soit claire : ce n'est pas parce que cette solution se trouve actuellement au centre du processus de paix, et avec l'accord des Palestiniens, qu'elle est juste pour autant.

**PI.** *Les efforts de l'administration Bush pour affaiblir l'Onu et la miner de l'intérieur ont-ils déjà porté leurs fruits, et auront-ils des conséquences dans l'avenir ?*

**PB.** Je crois, malheureusement, qu'on peut déjà en observer les résultats. On ne peut dire avec certitude si l'Onu est d'ores et déjà en mesure de les surmonter. Beaucoup dépend de la mobilisation de l'opinion publique mondiale en sa faveur. La nomination de John Bolton a montré, on ne peut plus clairement, l'idée que l'Administration Bush se fait des Nations unies. Mais cela remonte bien avant cette nomination. Les États-Unis sont engagés depuis des années dans une politique de déstabilisation du Secrétariat général : ils ont, par exemple, orchestré le remplacement du chef de cabinet du secrétaire général, Mark Malloch Brown. Et placé à un nouveau poste dans ce même cabinet un faucon du gouvernement Bush, Christopher Burnham ; un personnage très dangereux, et dont le véritable rôle est de veiller au grain (américain). Il n'a pas caché, l'été dernier, qu'il était là d'abord pour servir les intérêts de son pays - et non pas les Nations unies et le droit international. Ce sont là deux exemples de changements que les États-Unis ont réussi à imposer. Ceux-ci sont aujourd'hui engagés dans un combat crucial avec les principaux pays de l'Assemblée générale, le G77, les pays du Sud, pour faire transférer l'essentiel des pouvoirs de décision de cette Assemblée générale au Secrétariat général. Cela avec comme but, faute d'avoir pu faire plier Koffi Annan (l'Administration a essayé, et partiellement réussi, mais pas complètement), de faire nommer un futur Secrétaire général à sa botte.

**PI.** *Comment contrer ce plan ?*

**PB.** Ce qu'il nous faut d'abord faire, au mouvement pour la paix, c'est prendre acte de cette situation telle qu'elle est, en reconnaître la gravité et comprendre que nous avons en face de nous des gens prêts à tout pour nous dépouiller de cette institution essentielle que sont les Nations unies. Ce n'est qu'une fois ce constat fait que l'on pourra passer à

l'action et tout mettre en œuvre pour la rendre à nouveau telle qu'elle devrait être. Ce n'est pas là une tâche facile. Je n'ai pas encore de plan bien précis, mais je crois que c'est de là que nous devrions partir.

**PI.** *En 2003, le New York Times a reconnu dans l'opinion publique mondiale la seconde superpuissance. Vous avez parlé de la triple alliance entre les mouvements populaires, les gouvernements indépendants et les Nations unies. Comment recréer et renforcer cette union ?*

**PB.** C'est le défi que nous devons relever aujourd'hui, et le sujet de mon dernier livre. En premier lieu, il nous faut comprendre que la seule composante de cette alliance qui soit réellement fiable, ce sont les gens, la voix des peuples. On ne peut pas prendre pour acquis que les gouvernements, aussi progressistes soient-ils, quelle que soit leur volonté de se tenir à nos côtés sur l'une ou l'autre question, resteront fidèles à leurs engagements de départ. Mais il nous faut imaginer une manière bien plus subtile de travailler avec ceux d'entre eux qui sont décidés à se battre pied à pied contre ce puissant courant qui nous pousse vers l'empire et la guerre.

En second lieu, il y a la question des Nations unies. Là encore, plusieurs choses. D'abord, nous assurer qu'il existe suffisamment de gouvernements dans cette institution, en quelque sorte une masse critique, prêts à dire non. Croire que c'est le Secrétariat général qui va mener le combat n'est guère réaliste : le pouvoir, à l'Onu, appartient aux États nations. Mais il importe également de continuer à faire pression pour une plus grande transparence et une plus grande responsabilité dans le fonctionnement de l'organisation ; continuer à demander l'introduction dans ses instances officielles de porte-parole de la société civile. C'est là une rude tâche, rendue plus difficile encore par « l'onuphobie » si répandue, pour des raisons tout à fait compréhensibles, parmi les militants pacifistes un peu partout sur la planète. Ils pensent que les Nations unies sont devenues, de manière irrémédiable, un instrument de la politique extérieure des États-Unis.

**PI.** *Quelle serait, pour vous, la priorité des priorités aujourd'hui, dans le combat pour la paix et la justice ?*

**PB.** Avant tout, arrêter la guerre en Irak. Cette guerre est le dispositif central de la politique impérialiste américaine. Y mettre un terme ne supprimera pas tous les dangers auxquels le monde doit faire face ; cela ne mettra pas fin aux luttes féroces qui se mènent pour s'assurer du contrôle du pouvoir et des ressources. Mais cela enverra un signal très fort aux politiciens de Washington. Pas

seulement aux néo-conservateurs qui noyautent l'Administration, mais à tous ceux qui, autour d'eux, se demandent avec délectation si leurs plans grandioses ont quelques chances d'aboutir. Ils sauront alors qu'ils n'en ont aucune. Que le monde n'a aucune intention de se croiser les bras et de les laisser faire.

**PI.** *Y a-t-il quelque chose que vous voudriez dire sur la situation réelle, sociale et politique, en Irak ?*

**PB.** La dévastation que l'on a imposé à l'Irak durant les années de sanctions – une véritable torture pour les Irakiens – continue à exercer ses ravages. La vie quotidienne n'a connu aucune amélioration. Contrairement au mythe auquel se mettent à croire aujourd'hui les Américains : « *D'accord ! C'est peut-être mal que nos troupes soient encore là-bas, sans parler de cette résistance qui n'arrange rien. Mais, au moins, les Irakiens vivent mieux...* » Non, ils ne vivent pas mieux ! Ils manquent d'eau salubre. L'électricité ne marche que quelques heures pas jour. L'essence manque, dans un pays qui nage dans le pétrole ! Écoles et hôpitaux sont toujours dans le même état de délabrement. Le taux de chômage flirte avec les 70 %. Et puis, il y a encore cette énorme crise sociale. Pourquoi voit-on sans cesse tant de jeunes gens faire d'interminables queues dans l'espoir d'être engagés dans l'armée ou la police, en dépit des dangers d'attentats ? Tout simplement parce qu'ils n'ont rien d'autre, et que c'est le seul moyen de faire vivre leurs familles.

**PI.** *Quelle est, selon vous, la meilleure façon de sortir de cette impasse ? Comment partir tout en assurant la protection de la population ?*

**PB.** Il faut comprendre qu'il y a longtemps que nous n'assurons plus aucune protection aux Irakiens. Nous ne faisons qu'empirer la situation, et qu'elle ira en s'aggravant tant que nos troupes seront présentes dans le pays. La première chose à faire, c'est donc d'annoncer clairement que nous allons partir et que nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et unilatéral. En d'autres termes, que nous cessons toutes activités militaires. Il faut tout de suite évacuer nos soldats des villes dans les bases aériennes et près des frontières, et commencer sans attendre le processus de rapatriement. Voilà ce que devrait faire le Pentagone.

Il faudrait annoncer également que nous abandonnons à l'Irak, définitivement, l'ensemble de nos bases – sans en garder de permanentes. Il faut, ensuite, que le Congrès coupe immédiatement toutes les dépenses de guerre – à l'exception de celles destinées à la protection immédiate des soldats (gilets pare-balles, etc.) et à leur transport hors du pays. Il faut que l'Administration Bush annonce qu'elle n'a pas l'intention de garder le moindre

contrôle sur les ressources et le secteur pétroliers de l'Irak. Que les lois imposées par Bremer sont nulles et non avenues, et que c'est aux autorités élues du pays d'édicter les leurs – notamment dans le domaine de l'économie. Alors, la sortie de crise ne semblera plus aussi difficile.

**PI.** *Y aurait-il un rôle pour les forces de sécurité de l'Onu ?*

**PB.** Absolument. Il faut bien comprendre que l'évacuation des troupes n'est que le premier pas. Nous avons une énorme dette envers l'Irak. Nous lui devons des réparations, et des compensations. Nous leur devons une reconstruction réelle – je veux dire, au bénéfice des Irakiens, non de Halliburton. Mais nous ne pourrons commencer de rembourser cette dette que lorsque nos soldats seront partis. Alors, nous pourrons voir comment internationaliser le processus de paix, notamment par des casques bleus. Je les verrais bien parrainés par les Nations unies et la Ligue arabe.

Quant à la charge financière de l'ensemble, elle doit revenir pour la plus grande part aux États-Unis – mais sans qu'ils y participent directement ni la contrôlent. Ce ne sera pas facile pour eux, mais c'est à cela qu'il faut aboutir.

---

### Note de la rédaction

Nombre de groupes pacifistes d'Amérique et d'Europe appellent à un retrait immédiat des troupes en Irak, mais ce serait, à mon avis la mesure la plus dangereuse que l'on puisse prendre dans la situation actuelle, sauf à les remplacer par une force de l'Onu acceptée par les Irakiens. Le retrait des troupes occidentales ne sera pas possible sans une amélioration importante de la sécurité intérieure. S'il avait lieu maintenant, on courrait le risque de voir la guerre civile larvée qui règne aujourd'hui exploser et échapper à tout contrôle. Il faut d'abord que le gouvernement irakien et les forces de police soient en position d'assurer un minimum d'ordre dans les villes du pays. Actuellement, et dans un avenir prévisible, cela semble impossible. L'autre solution, à savoir le passage de relais entre les troupes américaines et britanniques et une force de l'Onu, devrait être financée par les États-Unis, car l'Onu ne dispose pas des fonds nécessaires pour se charger d'une occupation très probablement de longue durée. Cette présence des Nations unies devrait être faite avec l'accord total du gouvernement et du peuple irakien. Ce qui n'est en aucun cas assuré.

**Auteur** : Cher Gilmore, collaboratrice de Share International basée à Los Angeles (Californie).

**Thématiques** : [politique](#), [Économie](#)  
**Rubrique** : [Entretien](#) ()